
SOUS-COMITÉ DES QUESTIONS INSTITUTIONNELLES,
PROCÉDURALES ET JURIDIQUES

COMPTE RENDU DE LA REUNION TENUE LE 28 NOVEMBRE 1994

1. Le Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques a tenu sa dixième réunion le 28 novembre 1994 sous la présidence de M. K. Kesavapany (Singapour).

A. Paragraphe 8 b) ii) de la Décision établissant le Comité préparatoire
- Mandat et règlement intérieur des organes de l'OMC

2. Le Président a indiqué que, mis à part les rapports des Groupes de contact sur lesquels le Sous-Comité devait se prononcer à la réunion en cours, les travaux relatifs à cette partie du mandat du Sous-Comité étaient terminés. En ce qui concernait les travaux sur le code d'éthique pour le règlement des différends, qui étaient venus s'ajouter à ceux qu'impliquait le mandat, M. Armstrong (Nouvelle-Zélande) poursuivait ses consultations et s'efforcerait de pousser ce processus aussi loin que possible. Pour ce qui était du règlement intérieur des organes subsidiaires de l'OMC et des procédures de mise en distribution générale, le Président avait déjà dit lors de réunions précédentes que tout ce que les délégations voudraient faire de concert à propos de ces questions s'ajouterait à ce que prévoyait le mandat du Sous-Comité. S'il y avait des propositions sur lesquelles les délégations concernées se seraient mises d'accord à l'occasion de consultations qu'elles auraient menées de leur côté, il faudrait trouver un moyen de les transmettre à l'OMC pour qu'elles servent de base aux travaux futurs.

3. Le Président a ensuite appelé l'attention des délégations sur le rapport du Président du Groupe de contact sur les mesures antidumping, les subventions et les sauvegardes (document 2887). Cinq modèles recommandés de présentation des notifications au titre de plusieurs dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires étaient annexés à ce rapport qui contenait, en outre, deux textes dont l'un concernait la notification des législations antidumping et en matière de droits compensateurs et l'autre la présentation des rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping et de droits compensateurs. Par contre, il ne contenait pas de recommandations relatives à l'Accord sur les sauvegardes, et la mention qui en était faite au paragraphe 26 du projet de rapport du Comité préparatoire à l'OMC (PC/R/W/1) devrait donc être supprimée. Enfin, le Président a signalé que le Groupe de contact avait commencé à examiner la question des arrangements procéduraux pour les arbitrages prévus à l'article 8.5 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. On verrait ce qu'il conviendrait de faire pour que l'OMC, une fois établie, puisse prendre en compte et poursuivre ces travaux. Le Président a proposé au Sous-Comité d'approuver le rapport du Président du Groupe de contact figurant dans le document 2887 ainsi que les recommandations qu'il contenait.

4. Le Sous-Comité a pris note de la déclaration et en est ainsi convenu.

5. M. Lundby (Norvège), coordonnateur du Groupe de contact sur les mesures antidumping, les subventions et les sauvegardes, a souligné que, si le Groupe n'avait pas encore entrepris de travaux sur les sauvegardes, cela ne signifiait pas pour autant qu'il ne s'y intéressait pas. Le Groupe avait eu certaines priorités et, comme il l'indiquait dans son rapport, il poursuivrait ses travaux. Il n'était pas exclu que, pendant le temps qui lui restait, le Groupe ait la possibilité d'aborder cette question, bien qu'il doive principalement examiner le problème de l'arbitrage. Il convenait donc de faire mention des travaux sur les sauvegardes dans le rapport du Comité préparatoire.

6. Le Président a dit que si la suggestion qui venait d'être faite ne lui causait aucune difficulté, il serait quand même utile d'en débattre.

7. Le Sous-Comité a pris note des déclarations.

8. Le Président a appelé l'attention des délégations sur le rapport du Président du Groupe de contact sur l'agriculture (document 2808). Comme il était indiqué dans ce rapport, l'accord auquel les participants étaient arrivés au sujet des prescriptions en matière de notification et des modes de présentation des notifications faisait partie d'un ensemble comprenant en particulier les points convenus indiqués au paragraphe 1 a) à i) du rapport. Il ressortait du paragraphe 2 que, pour un certain nombre de questions, il avait été convenu que des consultations informelles seraient menées, de manière transparente, avant la première réunion du Comité de l'agriculture de l'OMC. Une fois que le rapport aurait été approuvé et distribué en tant que document formel du Sous-Comité, il ne serait plus nécessaire de conserver, au paragraphe 2, la mention entre parenthèses de la note d'information informelle du 4 juillet.

9. Le représentant de l'Australie a dit que son pays et les autres membres du Groupe de Cairns déploraient qu'il n'ait pas été possible d'arriver à un résultat satisfaisant au sujet de la notification des renseignements sur les subventions à l'exportation. Les mots "de manière à permettre autant que possible les comparaisons", qui figuraient au paragraphe 1 c), soulevaient un important problème d'équilibre du point de vue du degré d'obligation que certains participants avaient accepté en ce qui concernait la communication de renseignements, par rapport aux engagements que les autres avaient pris aux termes de la deuxième phrase de ce paragraphe. Ainsi que le Président l'avait signalé, il était indiqué au paragraphe 2 du rapport qu'il y aurait, avant la première réunion du Comité de l'agriculture de l'OMC, d'autres consultations informelles au sujet d'un certain nombre de questions visées par le rapport. L'Australie ne s'opposerait pas à l'approbation du rapport s'il était entendu que le problème évoqué par l'intervenant serait l'une de ces questions.

10. Le représentant de l'Argentine a fait remarquer que dans le cadre de l'OMC, les Membres devraient respecter, de manière équilibrée, les disciplines convenues pendant le Cycle d'Uruguay. C'était dans cet esprit que sa délégation avait participé de façon constructive aux travaux de tous les groupes de contact, même lorsqu'elle avait de sérieuses réserves, comme dans le cas du niveau de notification requis pour les subventions à l'exportation qui, de l'avis de l'Argentine, n'était pas pleinement conforme au texte de l'Accord sur l'agriculture. Malgré tout ce qu'avait fait le Président du Groupe de contact, le résultat global était limité par un certain nombre de conditions. La délégation argentine participerait de la même manière et dans le même esprit constructif aux consultations futures, dans l'espoir que tous les malentendus pourraient être effacés par le dialogue et grâce aux efforts de toutes les parties concernées.

11. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que l'objectif principal des participants au Groupe de contact avait été de faire en sorte que le Comité de l'agriculture de l'OMC commence ses travaux dans un esprit de coopération. L'accord énoncé dans le document 2808, qui reposait sur un compromis entre les membres du Groupe de contact, lui en donnerait la possibilité. La Nouvelle-Zélande était elle aussi préoccupée par la question des subventions à l'exportation. Il s'agissait là d'un élément-clé

de l' Accord sur l' agriculture, et il importait que le Comité qui serait établi dans ce cadre puisse surveiller l' exécution des engagements inscrits dans les Listes de tous les Membres. L' idéal serait une notification circonstanciée des subventions à l' exportation qui permettrait de voir non seulement quelles quantités bénéficiaient de subventions, mais aussi quelles quantités étaient exportées sans subventions. Apparemment, il n' était pas possible d' avoir une notification répondant à ces critères. La Nouvelle-Zélande était prête à envisager un système comportant deux notifications distinctes, à condition que le Comité de l' agriculture ait la possibilité de faire une comparaison entre les quantités de marchandises bénéficiant de subventions et les quantités totales de marchandises exportées afin de vérifier si les Membres respectaient leurs engagements de réduction des subventions à l' exportation, et que l' on puisse connaître, grâce à ces notifications, le chiffre des exportations non subventionnées. Il importait que les Membres notifient les données sur les exportations totales "de manière à permettre autant que possible les comparaisons", ce qui permettrait d' établir une corrélation. Comme d' autres intervenants l' avaient dit, les consultations informelles devraient se poursuivre sur cette question et sur quelques autres points. La délégation néo-zélandaise comptait reprendre ces consultations dans un esprit constructif l' année prochaine.

12. Le représentant de l' Inde a dit que sa délégation avait signalé à plusieurs reprises au Groupe de contact qu' elle aurait des difficultés en ce qui concernait les notifications annuelles du soutien interne. Ces difficultés tenaient au fait qu' en Inde l' agriculture relevait des Etats, et que les informations que nécessitaient ces notifications devraient être recueillies auprès de quelque 25 Etats. Cependant, l' Inde se rallierait au consensus sur la formule suggérée par le Groupe de contact. Sa délégation demanderait en temps opportun au Comité de l' agriculture de l' OMC de renoncer à l' obligation concernant les notifications annuelles sauf pour les tableaux DS1 à DS3 du document 2808.

13. Le représentant de la Thaïlande a rappelé que sa délégation avait participé de façon constructive aux travaux du Groupe de contact relatifs aux procédures de notification, d' examen et de surveillance afin que le Comité de l' agriculture de l' OMC puisse être en mesure de s' acquitter efficacement de ses fonctions après l' entrée en activité de l' OMC. Le Groupe de contact avait bien progressé, comme son Président l' avait souligné. Cependant, la Thaïlande partageait la déception des autres membres du Groupe de Cairns concernant l' élément-clé de l' ensemble de résultats qui restait en suspens, à savoir les subventions à l' exportation. Sa délégation espérait que tous les membres du Groupe de contact feraient de leur mieux pour arriver en temps voulu à une solution concrète, rationnelle et équilibrée.

14. Le représentant du Canada a dit que sa délégation considérait elle aussi le rapport sur les résultats des travaux du Groupe de contact comme un progrès appréciable, mais qu' elle le trouvait quand même imparfait ou incomplet. Il ne permettait pas de compter sur une information circonstanciée, en particulier dans le domaine des subventions à l' exportation, et le bon fonctionnement de la procédure de notification dans des conditions de transparence dépendrait dans une très large mesure de la bonne volonté des Membres. La délégation canadienne souscrivait cependant à ces résultats parce qu' ils constituaient un point de départ appréciable. Cela dit, le Canada avait bien l' intention de revenir sur cette question dans le cadre du Comité de l' agriculture de l' OMC.

15. Le représentant du Brésil a fait savoir que, comme les autres membres du Groupe de Cairns qui avaient déjà pris la parole, son pays ne s' opposerait pas à l' approbation du rapport figurant dans le document 2808, bien qu' il ne soit pas satisfait des résultats des travaux du Groupe de contact. Le Brésil considérait que les points convenus énoncés au paragraphe 1 c) pourraient être améliorés de façon que, grâce à une information circonstanciée sur les subventions à l' exportation, on puisse surveiller le respect des engagements pris par les Membres dans leurs Listes. L' intervenant comptait que de nouvelles consultations informelles auraient lieu ultérieurement, et sa délégation y participerait.

16. Le représentant de l'Uruguay partageait les préoccupations exprimées par les autres membres du Groupe de Cairns concernant la notification des subventions à l'exportation. Dans les débats qui avaient eu lieu au Groupe de contact, sa délégation avait soulevé un autre problème relatif à certains engagements en matière d'accès aux marchés, au sujet desquels il conviendrait aussi, à son avis, d'élaborer des procédures de notification et de surveillance adéquates. Sa délégation soulèverait de nouveau cette question lors des consultations informelles qui allaient avoir lieu, et elle estimait que, de toute façon, le Comité de l'agriculture de l'OMC devrait l'examiner.

17. Le Président a dit que, malgré les préoccupations exprimées par plusieurs délégations, les participants semblaient disposés à approuver le rapport. Il a donc proposé au Sous-Comité d'approuver le rapport figurant dans le document 2808 ainsi que les recommandations qu'il contenait.

18. Le Sous-Comité en est ainsi convenu et a pris note des déclarations.

19. Le Président a appelé l'attention des délégations sur le rapport du Président du Groupe de contact informel sur les ADPIC (document 2766/Rev.1) concernant un modèle recommandé de présentation des notifications au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC, et a proposé au Sous-Comité d'approuver ce rapport ainsi que les recommandations qu'il contenait.

20. Le Sous-Comité en est ainsi convenu.

21. Passant au code d'éthique pour le règlement des différends, le Président a annoncé que M. Armstrong (Nouvelle-Zélande) avait fait savoir que les travaux qu'il avait récemment entrepris à sa demande progressaient bien. Les observations des délégations avaient fourni une base pour des consultations informelles entre les délégations intéressées. Il pensait qu'une proposition informelle serait finalement mise au point et présentée au Sous-Comité pour examen. On n'insisterait jamais assez sur l'importance d'un tel code, car il y allait de la crédibilité du système de règlement des différends de l'OMC; le Président demandait donc instamment à toutes les délégations intéressées de participer aux débats sur ce point dans le groupe de M. Armstrong.

22. Le Sous-Comité a pris note de la déclaration.

B. Paragraphe 8) b) iii) de la Décision établissant le Comité préparatoire

- Arrangements en vue d'une coopération efficace avec d'autres organisations intergouvernementales

23. Le Président a rappelé qu'à la réunion du 11 novembre il avait informé le Sous-Comité qu'il avait procédé à des consultations avec les délégations en vue de déterminer comment faire en sorte que les arrangements actuellement en vigueur entre le GATT de 1947 et le FMI soient maintenus l'année prochaine, et soient étendus aux questions de balance des paiements se posant dans le secteur des services. Il avait aussi indiqué qu'à la suite de ces consultations, il allait demander au Président du Comité des restrictions à l'importation (balance des paiements) du GATT de 1947 d'écrire au FMI à ce sujet, en attendant la conclusion d'un arrangement plus définitif avec celui-ci. Il avait poursuivi ses consultations sur la teneur de la lettre qui serait adressée au FMI, et le texte qui en était résulté avait été distribué aux délégations. Si les délégations n'avaient pas d'observations à faire sur ce texte, il proposait de demander au Président du Comité de la balance des paiements du GATT de 1947 de transmettre la lettre aux autorités appropriées du FMI.

24. Le Sous-Comité a pris note de la déclaration et en est ainsi convenu.

C. Arrangements transitoires

25. Le Président a dit que la question des arrangements transitoires était sans aucun doute le seul point très urgent que le Sous-Comité avait encore à examiner, et que ce serait aussi un point très urgent que la Conférence de mise en oeuvre devrait régler. Il procéderait à des consultations bilatérales et plurilatérales à ce sujet dans les jours à venir en vue d'arriver à un accord.

26. Le Sous-Comité a pris note de la déclaration.

D. Paragraphe 8 c) iv) de la Décision établissant le Comité préparatoire
(Composition de l'Organe de supervision des textiles)

27. Le Président a dit que le Groupe de contact sur les textiles avait manifestement besoin de plus de temps pour achever ses travaux. Le Président de ce groupe poursuivait ses consultations.

28. Le Sous-Comité a pris note de la déclaration.

E. Questions concernant l'Organe d'appel permanent

29. Le Président a signalé que les travaux sur les questions concernant l'Organe d'appel permanent se poursuivaient. Lors d'une réunion informelle qui s'était tenue dans la matinée, il y avait eu un bon échange de vues sur la base d'une note d'information du secrétariat. Se fondant sur ce débat, il avait proposé qu'une séance de rédaction, à laquelle toutes les délégations intéressées étaient invitées, ait lieu le lendemain soir.

30. Le Sous-Comité a pris note de la déclaration.

F. Arrangements concernant les procédures d'examen prévues dans l'Accord sur l'inspection avant expédition

31. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 7 octobre 1994 le Sous-Comité avait demandé au secrétariat d'élaborer, en consultation avec les délégations intéressées et avec la Fédération internationale des sociétés d'inspection (IFIA) et la Chambre de commerce internationale (CCI), un avant-projet pour formaliser, par écrit, le statut de la CCI, de l'IFIA et de l'entité indépendante prévue à l'article 4 de l'Accord sur l'inspection avant expédition (PC/IPL/M/6, paragraphe 60). Ces consultations se poursuivaient. Les délégations avaient confirmé qu'elles considéraient que la CCI et l'IFIA étaient, pour le moment, les organisations qui devaient constituer conjointement l'entité indépendante prévue à l'article 4 de l'accord, mais il n'avait pas encore été possible de s'entendre sur un avant-projet concernant le statut de l'entité indépendante. Il fallait trouver une solution à ce problème afin que l'article 4 de l'accord puisse être mis en oeuvre. L'Accord sur l'inspection avant expédition devait entrer en vigueur pour tous les Membres à la même date que l'Accord sur l'OMC. Cependant, selon l'article 4, les procédures d'examen indépendant ne pourraient devenir opérationnelles que deux mois après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, puisque la liste des experts parmi lesquels seraient choisis les membres des groupes spéciaux chargés des examens indépendants devait être établie "dans un délai de deux mois à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC" (article 4 b)). Le Président a donc proposé de poursuivre les consultations en vue de trouver une solution dès que possible, et de préférence avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Il a aussi proposé que le Sous-Comité transmette une recommandation au Comité préparatoire afin que la question soit examinée dans l'organe approprié de l'OMC le plus tôt possible après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, en vue de faire en sorte que l'Accord sur l'inspection avant expédition soit pleinement opérationnel dans un délai de deux mois à compter de cette date.

32. Le Sous-Comité a pris note de la déclaration et en est ainsi convenu.

G. Rapport du Comité préparatoire à l'OMC

33. Le Président a indiqué que le projet de rapport préliminaire (PC/R/W/1) avait été soumis au Comité préparatoire, qui attendait des précisions des divers Sous-Comités sur les questions additionnelles qui avaient été réglées et sur celles qui demeuraient en suspens.

34. Le Sous-Comité a pris note de la déclaration.